

Tous les grands et moindres maux que nous avons signalés, facteurs de dégradations politiques, sociales, civilisationnelles, elles-mêmes génératrices de multiples dégradations quotidiennes au sein de nos existences, doivent être combattus par une politique régénératrice qui réformerait en profondeur à la fois notre société et nos modes de vie.

L'hégémonie du quantitatif sur le qualitatif doit être renversée, tout en assurant néanmoins les quantités de biens et produits destinés à supprimer les dénuements. Elle doit viser l'épanouissement des autonomies, tout en les insérant dans des communautés. Elle ressusciterait les solidarités, ferait reculer l'égoïsme. Elle se préoccuperait non seulement du survivre (c'est-à-dire des obligations sans joies ni bonheur), mais aussi du vivre qui se confond avec l'épanouissement dans la relation avec autrui et avec le monde, et où les émotions et les émerveillements esthétiques doivent être considérés non comme des luxes réservés à l'élite, mais comme des droits dévolus à chacun.

À cette fin, nous proposons une voie conjuguant une nouvelle politique économique et sociale, une politique du travail impliquant débureaucratization et « décompétitivisation », une politique de la ville, une politique de la campagne, une politique de la production agricole, une politique de la consommation, tous moyens divers et complémentaires d'une politique du bien-vivre.

Le bien-vivre peut paraître synonyme de bien-être. Mais la notion de bien-être s'est réduite, dans notre civilisation, à son sens matériel impliquant confort, possession d'objets et de biens, ne comportant nullement ce qui fait le propre du bien-vivre, à servir l'épanouissement personnel, les relations d'amour, d'amitié, le sens de la communauté. Le bien-vivre, aujourd'hui, doit certes inclure du bien-être matériel, mais il doit s'opposer à une conception quantitative qui croit poursuivre et atteindre le bien-être dans le « toujours plus ». Il signifie qualité de la vie, non quantité de biens. Il englobe avant tout le bien-être affectif, psychique et moral. Contre l'hégémonie de la quantité, du calcul, de l'avoir, nous devons promouvoir une vaste politique de qualité de la vie*, c'est-à-dire, encore une fois, du bien-vivre. À cette fin, il nous faut favoriser tout ce qui va à l'encontre des multiples dégradations causées à la qualité de l'air, de la nourriture, des eaux, à la santé et au climat. Toute économie d'énergie doit se traduire par un gain de santé et de qualité de vie. Ainsi, la désintoxication automobile des centres-villes se traduira par une diminution des affections respiratoires et des maladies psychosomatiques. La réduction de l'agriculture et de l'élevage industriels au profit d'une ruralité fermière, l'assainissement des nappes phréatiques – c'est-à-dire de nos sources d'eau saine – restaureront la qualité des aliments pour une meilleure santé du consommateur. La réduction des intoxications consuméristes (dont la pollution publicitaire qui prétend offrir séduction et jouissance dans et par des biens superflus), du gaspillage des objets jetables, de la succession accélérée des modes qui rend obsolètes les produits en un rien de temps, nous conduira à renverser la course effrénée vers le « toujours plus » au profit d'une marche sereine vers le « toujours mieux ». Cette marche s'inscrira dans une action continue en faveur de deux courants qu'il convient de développer : la réhumanisation des villes et la revitalisation des campagnes, l'une et l'autre nécessaires au bien-vivre, la seconde impliquant la nécessité de réanimer les villages par l'installation du télétravail, le retour de la boulangerie, du bistrot, de la poste, de l'école primaire, l'entretien des routes vicinales et le maintien des transports collectifs. Revitalisation et repopulation des campagnes vont de pair.

Nous ne devons pas négliger de réformer les administrations publiques et d'inciter à la réforme des administrations d'entreprises. En ce domaine, il faut dé-bureaucratiser, dé-scléroser, dé-compartimenter, donner initiative et souplesse aux fonctionnaires et employés, accorder bienveillance, patience et attention à tous ceux qui doivent affronter les bureaux, à commencer par les personnes âgées et celles qui ne maîtrisent pas aisément la langue et les chiffres. La réforme de l'État s'effectuera non par augmentation ou suppression d'emplois, mais par modification de la logique qui considère les humains comme des objets soumis à

FR - n°1

Le chemin de l'espérance, Stéphane Essel et Edgar Morin (2011)

Extrait: *La politique du bien-vivre*

la quantification plutôt que comme des êtres dotés d'autonomie, d'intelligence et d'affectivité.

Le bien-vivre suppose l'épanouissement individuel au sein de relations communautaires. Nos vies sont polarisées entre, d'un côté, une part prosaïque, que nous subissons sans joie, par contrainte ou obligation, et, d'un autre côté, une part poétique, qui est tout ce qui nous dispense plénitude, ferveur, exaltation, et que nous trouvons dans l'amour, l'amitié, les communions collectives, les fêtes, les danses, les jeux. La prose de la vie nous permet de survivre. Mais vivre, c'est vivre poétiquement. Notre politique de civilisation réussie permettrait à nos compatriotes d'exprimer au mieux leurs virtualités poétiques.

* Ce qu'Alain Caillé appelle de son côté une « politique de la convivialité »